

La révolution virale n'aura pas lieu

Par Byung-Chul Han , philosophe — 5 avril 2020 à 17:41

Le philosophe allemand d'origine sud-coréenne Byung-Chul Han met en garde les Européens qui saluent les stratégies numériques mises en place par des pays asiatiques pour lutter contre la maladie. Le prix à payer est souvent exorbitant. Le virus n'a pas fait ralentir le capitalisme, mais il l'a mis en sommeil. L'Europe adoptera-t-elle un régime de surveillance numérique permanente à la chinoise ?

Le coronavirus est un test système pour le logiciel étatique. Il semble que l'Asie parvienne beaucoup mieux à juguler l'épidémie que ses voisins européens : à Hongkong, Taïwan et Singapour, on compte très peu de personnes contaminées et, pour la Corée du Sud et le Japon, le plus dur est passé. Même la Chine, premier foyer de l'épidémie, a largement réussi à endiguer sa progression. Depuis peu, on assiste à un exode des Asiatiques fuyant l'Europe et les Etats-Unis : Chinois et Coréens veulent regagner leur pays d'origine où ils se sentiront plus en sécurité. Le prix des vols explose, et trouver un billet d'avion pour la Chine ou la Corée est devenu mission impossible.

Et l'Europe ? Elle perd pied. Elle chancelle sous le coup de la pandémie. On désintube des patients âgés pour pouvoir soulager les plus jeunes. Mais l'on constate aussi qu'un actionnisme dénué de sens est à l'œuvre. La fermeture des frontières apparaît comme l'expression désespérée de la souveraineté des Etats, alors que des coopérations intensives au sein de l'Union européenne (UE) auraient un effet bien plus grand que le retranchement aveugle de ses membres dans leur pré carré.

Quels sont les avantages systémiques de l'Asie face à l'Europe dans la lutte contre la maladie ? Les Asiatiques ont massivement misé sur la surveillance numérique et l'exploitation des mégadonnées. Aujourd'hui, en Asie, ce ne sont pas les virologues ou les épidémiologistes qui luttent contre la pandémie, mais bien les informaticiens et les spécialistes du «big data» - un changement de paradigme dont l'Europe n'a pas encore pris toute la mesure. «Les données massives sauvent des vies humaines !» s'écrient les champions de la surveillance numérique.

Il n'existe chez nos voisins asiatiques presque aucune forme de conscience critique envers cette surveillance des citoyens. Même dans les Etats libéraux que sont le Japon et la Corée, le contrôle des données est presque tombé aux oubliettes, et personne ne se rebelle contre la monstrueuse et frénétique collecte d'informations des autorités. La Chine est allée jusqu'à instaurer un système de «points sociaux» - perspective inimaginable pour tout Européen - qui permet d'établir un «classement» très exhaustif de ses citoyens, en vertu duquel l'attitude sociale de chaque personne doit pouvoir être systématiquement évaluée. Le moindre achat, la moindre activité sur les réseaux sociaux, le moindre clic est contrôlé. Quiconque brûle un feu rouge, fréquente des personnes hostiles au régime, poste des commentaires critiques sur Internet se voit attribuer des «mauvais points». C'est vivre dangereusement. A l'inverse, celui qui achète en ligne des aliments jugés sains ou lit des journaux proches du Parti sera récompensé par des «bons points». Et celui qui a engrangé assez de bons points pourra obtenir un visa de sortie ou des prêts à taux attractifs. Mais celui qui tombe en dessous d'un certain nombre de points pourrait bien perdre son boulot.

200 millions de caméras

En Chine, cette surveillance sociale exercée par l'Etat est rendue possible grâce à un échange de données illimité avec les fournisseurs de téléphonie mobile et d'accès à Internet. La notion de protection des données existe à peine, et l'idée de «sphère privée» est absente du vocabulaire des Chinois. La Chine a installé sur son territoire 200 millions de caméras, équipées pour la plupart d'un

système de reconnaissance faciale extrêmement perfectionné qui peut déceler jusqu'aux grains de beauté. Personne n'y coupe. Partout, dans les magasins, dans les rues, dans les gares et les aéroports, ces caméras intelligentes scrutent et «évaluent» chaque citoyen.

Et voici que cette immense infrastructure déployée afin de garantir la surveillance électronique du peuple se révèle d'une efficacité redoutable pour endiguer l'épidémie. Toute personne qui sort de la gare de Pékin est immédiatement identifiée par une caméra. L'appareil mesure sa température corporelle, et il suffit que celle-ci soit anormalement élevée pour que toute personne ayant voyagé dans le même compartiment en soit immédiatement informée par téléphone mobile - car le système sait exactement qui était assis à quelle place. Sur les réseaux sociaux, on parle même de drones utilisés pour surveiller la quarantaine. Dès que quelqu'un tente de rompre le confinement, un drone volant s'approche de lui et une voix automatique lui ordonne de regagner son domicile. Qui sait, peut-être même que ces engins impriment des amendes qui descendent doucement jusqu'aux fautifs. Un tableau dystopique pour les Européens, mais qui semble ne rencontrer aucun obstacle dans l'empire du Milieu.

La Chine n'est pas la seule à avoir banni toute réflexion critique quant à la surveillance numérique ou au big data : il en est de même en Corée du Sud, à Hongkong, à Singapour, à Taïwan et au Japon, des Etats qui s'enivrent littéralement du tout numérique. Cette situation a une cause culturelle précise : en Asie, le collectivisme règne en maître, et l'individualisme n'est que faiblement développé. (L'individualisme et l'égoïsme sont deux choses différentes : il va de soi qu'en Asie aussi, l'égoïsme a de beaux jours devant lui.)

Or, force est de constater qu'en matière de lutte contre le virus, les mégadonnées semblent être plus efficaces que la fermeture des frontières. Il est même possible qu'à l'avenir, la température corporelle, le poids et le taux de glycémie, entre autres données, soient contrôlés par l'Etat. Une biopolitique numérique qui viendrait renforcer la psychopolitique numérique déjà en place, dans le but d'influer directement sur les pensées et les émotions des citoyens.

A Wuhan, des milliers d'équipes chargées de la surveillance électronique ont été formées, avec pour tâche de traquer les malades potentiels en utilisant uniquement leurs données spécifiques. L'analyse des mégadonnées leur permet à elle seule d'identifier les personnes susceptibles d'être contaminées, et ainsi de déterminer qui doit rester sous observation et être éventuellement placé en quarantaine. A Taïwan ou en Corée du Sud, l'Etat envoie simultanément un texto à tous ses citoyens afin de retrouver des personnes ayant été au contact de malades, ou d'indiquer aux gens les lieux et bâtiments par lesquels sont passées les personnes testées positives au coronavirus. Très tôt, Taïwan a fait coïncider différentes informations afin de retracer les déplacements de malades potentiels. En Corée, il suffit de s'approcher d'un immeuble où a séjourné une personne contaminée pour recevoir une alerte immédiate via l'application de lutte contre le Covid-19. La Corée a elle aussi fait installer des caméras de surveillance dans chaque bâtiment, chaque bureau, chaque boutique ; là aussi, impossible de se mouvoir dans l'espace public sans être visé par l'objectif. Grâce aux données provenant des téléphones mobiles, il est possible de vérifier en un instant les déplacements d'un malade, et les allées et venues de toutes les personnes contaminées sont d'ailleurs rendues publiques. Inutile de dire que les liaisons secrètes ne le restent pas longtemps.

Pourquoi notre monde est-il pris d'un tel effroi face au virus ? La «guerre» est dans toutes les bouches, et cet «ennemi invisible» dont il faut venir à bout. Nous vivons depuis très longtemps sans ennemi. Il y a exactement dix ans, dans mon essai intitulé la Société de la fatigue (1), je défendais la thèse que nous vivons un temps où le paradigme immunologique reposant sur la négativité de l'ennemi n'a plus cours. La société organisée selon le principe d'immunité est cernée de frontières et de clôtures, comme à l'époque de la guerre froide. Des protections qui empêchent du même coup une circulation accélérée

des biens et du capital. Or la mondialisation élimine ces défenses immunitaires pour paver la voie au capital. Il en va de même de la promiscuité et de la permissivité aujourd'hui omniprésentes dans tous les domaines de notre vie : elles annulent la négativité de l'étranger - ou de l'ennemi. Aujourd'hui, ce n'est pas de la négativité de l'ennemi que proviennent les dangers, mais bien de la surabondance positive qui s'exprime sous forme de surproduction, de surcommunication, de surperformance. La guerre, dans notre société de la performance, c'est avant tout contre soi-même qu'on la fait.

Et voici que le virus s'abat brutalement sur des sociétés à l'immunité gravement affaiblie par le capitalisme mondialisé. En proie à la frayeur, ces sociétés tentent de rétablir leurs défenses immunitaires, elles ferment les frontières. Ce n'est alors plus contre nous-mêmes que nous menons la guerre, mais contre l'ennemi invisible venu du dehors. Et si cette réaction immunitaire face à ce nouvel assaillant est si violente, c'est justement parce que nous vivons depuis très longtemps au sein d'une société sans ennemis, une société du positif. Désormais, le virus est ressenti comme une terreur permanente.

Mais cette panique sans précédent a une autre cause, qu'il faut, là aussi, chercher dans la numérisation. La numérisation supprime la réalité, et c'est en étant confronté à la résistance qu'on éprouve la réalité, souvent dans la douleur. La «digitalisation», toute cette culture du like, a pour conséquence d'éliminer la négativité de la révolte. C'est ainsi que s'est installée, en notre ère post-factuelle de la désinformation et du deep fake, de l'hypertrucage, une apathie de la réalité. Plongés que nous sommes dans cet état d'inertie, le virus, autrement plus réel qu'un virus informatique, nous assène un formidable choc. Et la réalité, la résistance du réel se rappelle à notre bon souvenir.

Mais la peur exagérée du virus est avant tout le reflet de notre société de la survie, où toutes les forces vitales sont mises à profit pour prolonger l'existence. La quête de la vie bonne a cédé la place à l'hystérie de la survie. Et la société de la survie ne voit pas le plaisir d'un bon œil : ici, la santé est reine. Soucieux de notre survie menacée, nous sacrifions allègrement tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. Ces jours-ci, la lutte acharnée pour la survie connaît une accélération virale : nous nous soumettons sans broncher à l'état d'urgence, nous acceptons sans mot dire la restriction de nos droits fondamentaux. Et c'est la société tout entière qui se mue en une vaste quarantaine. Livrée à l'épidémie, notre société montre un visage inhumain. L'autre est d'emblée considéré comme un porteur potentiel avec lequel il faut prendre ses distances. Contact égale contagion, le virus creuse la solitude et la dépression. «Corona blues», tel est le terme que les Coréens ont trouvé pour qualifier la dépression provoquée par l'actuelle société de la quarantaine.

La survie forcenée

Si nous n'opposons pas la quête de la vie bonne à la lutte pour la survie, l'existence post-épidémie sera encore plus marquée par la survie forcenée qu'avant cette crise. Alors, nous nous mettrons à ressembler au virus, ce mort-vivant qui se multiplie, se multiplie, et qui survit. Survit sans vivre.

Le philosophe slovène Slavoj Žižek affirme que le virus va porter un coup mortel au capitalisme. Il invoque un communisme de mauvais augure, allant jusqu'à croire que le virus fera échouer le régime chinois. Žižek fait fausse route : il n'en sera rien. Forte de son succès face à l'épidémie, la Chine vendra l'efficacité de son modèle sécuritaire dans le monde entier. Après l'épidémie, le capitalisme reprendra et sera plus implacable encore. Les touristes continueront de piétiner et de raser la planète. Le virus n'a pas fait ralentir le capitalisme, non, il l'a mis un instant en sommeil. Le calme règne - un calme d'avant la tempête. Le virus ne saurait remplacer la raison ; et ce qui risque de nous arriver, à l'Ouest, c'est d'hériter par-dessus le marché d'Etats policiers à l'image de la Chine. Naomi Klein l'a dit : ce «choc» représente un moment propice qui pourrait nous permettre d'établir un nouveau modèle de pouvoir. Le développement du néolibéralisme a souvent été à l'origine de crises qui ont généré de tels chocs. Ce fut le cas en Corée, en Grèce. Mais une fois qu'elle aura encaissé ce choc du virus, on peut craindre que l'Europe adopte elle aussi un régime de surveillance numérique permanente, à la chinoise.

Alors, comme le redoute le penseur italien Giorgio Agamben, l'état d'urgence sera devenu le temps normal. Et le virus aura réussi là où le terrorisme islamique semblait avoir échoué.

La révolution virale n'aura pas eu lieu. Nul virus ne peut faire la révolution. Le virus nous esseule, il ne crée pas de grande cohésion - chacune, chacun ne se soucie plus que de sa propre survie. Au lendemain de l'épidémie, espérons que se lèvera une révolution à visage humain. C'est à nous, femmes et hommes de raison, c'est à nous de repenser et de limiter radicalement notre capitalisme destructeur, notre mobilité délétère, pour nous sauver nous-mêmes et préserver notre belle planète.

(1) La Société de la fatigue, traduit de l'allemand par Julie Stroz, éd. Circé, 120 pp., 13 €.

Texte publié dans El País le 22 mars, traduit de l'allemand par Alexandre Pateau.

Dernier ouvrage paru : Topologie de la violence, traduit de l'allemand par Christophe Lucchese, RN Editions, 180 pp. 21,90 euros.

Byung-Chul Han philosophe

partager

tweeter